



Communiqué

Paris le 8 septembre 2014

CFDT ET CGT ALERTENT SUR LES RISQUES SOCIAUX D'UN EVENTUEL ARRET DES VOLS VERS CONAKRY

Les organisations CFDT avec son syndicat national CFDT Air France et la CGT tiennent à relayer l'appel des syndicats guinéens auprès de leurs collègues français pour le maintien de la desserte aérienne de Conakry. Bien que Air France n'ait pas suspendu ses vols sur Conakry aujourd'hui, les organisations syndicales alertent les pouvoirs publics français sur les risques humains et sociaux que comporterait l'arrêt éventuel des vols vers la capitale Guinéenne en raison de la propagation du virus Ebola. Dans ce cadre le maintien légitime de la desserte internationale de Conakry, devra se faire en accord avec les règles de droit français au sein de la compagnie Air France, notamment par le possible exercice du droit de retrait des personnels Air France.

Comme la plupart des pays de l'Ouest africain, la Guinée est extrêmement dépendante des moyens de transport aérien. L'absence de liaison avec l'extérieur et le confinement ne sont pas les réponses appropriées à la crise sanitaire actuelle et s'avèrent contreproductifs pour de nombreux experts sur place.

Le confinement de la Guinée met en péril l'économie fragile de ce pays et risque de provoquer de graves troubles sociaux. De plus, l'isolement du pays risque de fragiliser le processus démocratique en cours et de mettre en danger la construction en cours de l'Etat de droit.

Si l'on peut louer l'application d'un légitime principe de précaution face au danger de ce virus, la crainte qui s'est emparée, dans plusieurs pays est en revanche disproportionnée au regard des mesures mises en place. L'un des résultats est le départ de nombreux expatriés dont ceux de l'économie minière, principale source de revenus de pays tels que la Guinée, le Sierra Leone ou le Libéria.

La porte-parole des syndicats guinéens tient enfin à rassurer le personnel d'Air France et les passagers que les dispositions sanitaires ont été prises à l'aéroport de Conakry qui est une des infrastructures les plus modernes de l'ouest africain.

Ces mesures pourraient être encore renforcées par les pouvoirs publics et la compagnie.